

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 79 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2686 - Prix : 1€

**Choose France :
Macron reçoit les
milliardaires** *Page 3*

**Violences policières :
le vrai visage de l'État** *Page 6*

**NRL : des roches qui
valent des
millions...de profits** *Page 7*

**Municipales à Saint-
Denis : droite et
gauche en
concurrence pour
mener la même
politique** *Page 8*

Davos

**Le rendez-vous des
exploiteurs** *Page 9*

Turquie

**Face à l'inflation, les
travailleurs
réclament leur dû** *Page 11*



Non, le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation !

Aujourd'hui, alors que la plupart des grévistes de la SNCF et de la RATP sont allés jusqu'au bout de leurs possibilités avec 30, 40 ou 50 jours sans salaire, des milliers de femmes et d'hommes continuent la grève. Et la nouvelle journée de grèves et de manifestations de vendredi 24 janvier fera sans doute encore le plein.

Ceux qui se battent depuis un mois et demi ne sont pas près de se taire. Tant qu'ils en auront les forces, ils s'opposeront et dénonceront la politique antiouvrière de Macron. Et c'est un encouragement pour tous les travailleurs, car les jusqu'au-boutistes ne sont pas du côté des grévistes et des manifestants. Ils sont du côté de ce gouvernement qui va ajouter des retraités pauvres aux retraités pauvres.

Tout le week-end dernier, ministres, députés et journalistes à la solde de Macron et de Philippe ont brodé sur le prétendu tournant radical et violent pris par le mouvement, parce que les actions et les comités d'accueil se multiplient pour conspuer Macron et les élus de la majorité. Mais les images de manifestants battus à terre ou matraqués montrent clairement de quel côté se situe la violence.

Oui, le jusqu'au-boutisme est du côté du gouvernement et de ce grand patronat rapace, capable de tout pour faire les poches des travailleurs. Il est du côté de ces grands actionnaires qui enchaînent les plans de licenciements et imposent des salaires indignes, pour ajouter des zéros à leurs millions ou leurs milliards de profits.

Pendant que nous nous battons pour ne pas perdre 200, 300 ou 400 euros sur nos retraites, Carlos Ghosn réclame, pour ses bons et loyaux services rendus à Renault, une retraite chapeau annuelle de 770 000 euros – ce que bien peu de travailleurs gagnent en une vie. Et, cerise sur le gâteau, il revendique en plus l'attribution de 15 millions en actions !

Macron a accueilli au château de Versailles les porte-parole des vrais maîtres de la société : quelque 200 PDG de grands groupes internationaux. Entre le repas et la visite des appartements de la Reine, il a sans doute promis à ces seigneurs des temps modernes de nouvelles réductions d'impôts. Il les a assurés de tout son soutien pour qu'ils disposent de travailleurs exploitables et corvéables à merci.

C'est cette politique au service de ces prédateurs qui alimente l'exaspération des classes populaires.

Le mouvement des gilets jaunes avait déjà montré que la colère était profonde dans le monde ouvrier des petites entreprises, chez les femmes en situation de précarité, les artisans et les retraités. La mobilisation de ces dernières semaines en donne la mesure dans des couches encore plus larges, puisqu'elle a touché les transports mais aussi l'Éducation nationale, la Culture, la Justice et les hôpitaux.

Nul doute que la colère couve aussi dans l'écrasante majorité de la classe ouvrière qui n'a pas encore bougé. Elle s'est accumulée pendant des années d'attaques ininterrompues venues des gouvernements successifs comme du grand patronat. Salaires, emplois, conditions de travail, droits des travailleurs, accès aux services publics, tout y est passé. Alors, cette colère éclatera inévitablement.

Où que l'on travaille, dans le privé ou le public, dans l'industrie ou les services, nous n'aurons pas d'autre choix que de nous battre, car la bourgeoisie ne s'arrêtera pas là.

En pleine mobilisation sur les retraites, le grand patronat a annoncé de nouvelles vagues de licenciements. C'est le cas par exemple à Auchan. Sans même attendre la fin de la grève, la direction de la SNCF a annoncé un plan d'économies d'un milliard. Autrement dit, le hold-up va continuer et, pour ne plus le subir, il faudra emprunter la voie de la lutte collective.

Aujourd'hui, la contestation se prolonge, ce qui exaspère au plus haut point Macron, Philippe et leur monde bourgeois. Ces messieurs ont l'habitude de commander et de se faire obéir, et ils découvrent que les travailleurs peuvent rendre les coups. Eh bien, il va falloir qu'ils s'habituent !

Les cheminots et les agents de la RATP ont fait la démonstration qu'il était possible de faire sauter la chape de plomb de la résignation. Ils ont prouvé que, malgré les tentatives patronales de division et toutes les pressions qui poussent les travailleurs à se taire, ils sont capables de relever la tête et de s'unir dans la lutte pour se faire respecter.

C'est une leçon qui fera son chemin dans la conscience des millions de travailleurs qui, chaque jour, sont poussés un peu plus à bout

Retraites : les militaires contre la réforme

La contestation contre la réforme des retraites touche bien d'autres milieux et professions que les transports.

Ainsi le Conseil supérieur de la fonction militaire, qui chapeaute 348 000 personnes, dit clairement non à la réforme, avec des arguments percutants... qui valent pour tout le monde.

Bien que le gouvernement prétende défendre les « spécificités fonctionnelles, opérationnelles », le

Conseil supérieur redoute l'allongement de la durée du service et il est dit : « On ne veut pas se retrouver avec un régiment de combattants de 63 ans. » C'est tout aussi vrai pour nombre de professions dans le civil.

Par ailleurs, le Conseil supérieur stigmatise « le calcul des décotes qui peut se traduire par des abattements de l'ordre de 20 % [...] et des décotes dissuasives pouvant aller au-delà de 60 % ». Et le Conseil proteste contre « la mise en place d'une règle

de calcul assise sur l'ensemble de la carrière au lieu des six derniers mois. Cela engendrera une baisse des pensions. » Là aussi, c'est exactement la même chose pour tous les travailleurs.

Que va faire le gouvernement ? Probablement accéder, au moins en grande partie, aux réclamations des militaires, comme il l'a fait pour la police. Mais pourquoi pour les policiers, probablement les militaires, et pas les autres ?

Choose France : Macron reçoit les milliardaires

Lundi 20 janvier, le gouvernement a reçu en grande pompe les représentants des grandes entreprises au Salon Choose France, sur la route du forum de Davos. Les cordons de CRS maintenaient à distance les manifestants venus chercher Macron en son palais, pour continuer à protester contre le saccage des retraites. C'est donc entre gens du même monde et devant un auditoire conquis d'avance que Macron a vanté ses réformes et s'est félicité que « les bonnes nouvelles sont là, mais elles n'arrivent pas toutes seules. Elles arrivent parce qu'on fait des réformes. »

Ce n'est pas les patrons qui le contrediront ! Pour eux, les bonnes nouvelles se succèdent : des milliards de cadeaux fiscaux continuent de pleuvoir, entre autres grâce à des dispositifs de crédit d'impôt comme le CIR (crédit impôt recherche) mis en œuvre sous Sarkozy, ou comme le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) initié par Hollande et pérennisé par Macron. Le gouvernement veille ainsi à détourner le maximum des ressources de l'État vers les grandes entreprises, pour assurer les profits de leurs actionnaires. S'y ajoutent les lois Macron, puis El

Khomri et les ordonnances de 2017, qui ont permis, comme le soulignait délicatement un économiste, « d'améliorer le climat des affaires en France, au prix d'une certaine réduction des droits des travailleurs ».

Entre deux plateaux d'amuse-bouche, huit milliards d'euros d'investissements dans l'Hexagone auraient été promis. Des milliards qui, selon leurs propres chiffres, ne créeraient pas plus de 250 emplois. C'est moitié moins que le nombre de suppressions annoncées par un seul grand groupe, Auchan, ces dernières semaines.

Macron, Philippe, menteurs : AXA dixit

AXA, un des principaux assureurs français, et même mondiaux, fait de la publicité pour ses produits financiers d'épargne retraite, en avertissant le public que le projet Delevoye est « une baisse programmée des futures pensions ». Il y a quelques jours, AXA a supprimé une partie de ses pages web, prétendant qu'elles n'étaient pas à jour et s'étant rendu compte, mais un peu tard, qu'elles donnaient raison aux opposants à la réforme des retraites.

Le gouvernement prétend que sa réforme ne baissera pas le montant des retraites. AXA mise sur l'exact opposé. Qui croire ?

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 25 JANVIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 26 JANVIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 7 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 8 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

Rapport d'Oxfam : un système toujours plus inégalitaire



Oxfam publie comme chaque année son rapport annuel sur la pauvreté et y dénonce les inégalités abyssales entre les immensément riches et le reste de la population. Et de présenter une montagne de chiffres édifiants, tirés des données de la banque Crédit suisse, de la Banque mondiale et du magazine

Forbes.

En 2018, les 2 153 milliardaires de la planète se partageaient autant de richesses que 4,6 milliards de personnes. Leur nombre a presque triplé depuis dix ans, puisqu'ils étaient 792 en 2009, au lendemain de la crise financière. La richesse des 1 % les plus riches de la planète correspond à

plus de deux fois la richesse de 90 % de la population mondiale.

Les plus riches peuvent se contenter de regarder croître leur fortune avec le temps, puisque leur fortune possède une rentabilité annuelle moyenne de 7,4 % au cours des dix dernières années. Bill Gates a aujourd'hui une fortune estimée à près de 100 milliards de dollars, soit deux fois plus que lorsqu'il était à la tête de Microsoft.

À l'autre bout de la planète, près de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 5,50 dollars par jour. Et la pauvreté ne se réduit que très peu. Elle augmente même en Afrique subsaharienne.

Ce constat est édifiant et révoltant : ces riches sont riches de l'exploitation de milliards d'hommes et de femmes. Et dire que les tenants de cette société-là voudraient qu'on l'accepte sans rien dire !

Tout est à nous, rien n'est à eux, tout ce qu'ils ont ils l'ont volé !

Une fois de plus les entreprises françaises les plus riches, celles qui sont cotées au CAC 40, ont engrangé des profits considérables en 2019. Leurs actionnaires vont pouvoir se partager quelques 60 milliards d'euros alors qu'ils possèdent déjà des fortunes insolentes.

Cet argent volé aux travailleurs, qui leur a été extorqué par le biais du travail salarié et sous-payé, en supprimant des dizaines de milliers d'emplois, doit revenir à la classe ouvrière sous forme d'embauches, d'augmentations de salaires et de financement des caisses d'assurances

sociales (Sécu et caisse de retraites).

De l'argent il y en a dans les poches du grand patronat. Tous ensemble, allons le récupérer !

Livret A : un nouveau cadeau aux financiers

À partir du 1er février, le gouvernement baisse le taux d'intérêt du livret A de 0,75 à 0,50 %. Il va ainsi voler plus d'un milliard d'euros à l'ensemble des travailleurs qui y placent leurs économies.

Le ministre de l'Économie, Le Maire, a déclaré que cette mesure était prise en faveur des « *milliers de personnes qui attendent un logement social* », prétextant que le taux d'intérêt du livret A sert de référence pour calculer celui des emprunts des bailleurs sociaux. La réalité est tout autre car, si le taux d'intérêt du livret

A est passé de 1,75 % en 2010 à 0,5 % aujourd'hui, le nombre de nouveaux logements sociaux construits est passé dans le même temps de 133 000 à 109 000.

En fait, depuis des années, l'État cherche à rendre le livret A beaucoup moins intéressant, afin que les travailleurs déposent leurs économies dans les placements spéculatifs proposés par des fonds de pension, d'investissement et autres compagnies d'assurances. Rappelons que l'inflation officielle, qui minimise pourtant la vraie hausse des prix, est

d'environ 1,5 % : les travailleurs perdent donc actuellement de l'argent quand ils mettent leur épargne sur le livret A, et ce sera encore plus le cas après le 1er février.

Les capitalistes de la finance, comme la banque BNP, l'assureur AXA ou le fonds d'investissement BlackRock, regardent avec avidité les 285 milliards d'euros qui sont actuellement déposés sur le livret A. Ils peuvent compter sur le gouvernement pour leur livrer ces milliards sur un plateau.

Emploi des seniors : vers la fabrique de chômeurs âgés ?

La commission chargée par le gouvernement d'enquêter sur l'emploi des seniors a rendu sa copie. Sa conclusion peut se traduire par ces mots : cela ne va pas être simple !

Dans la machine de guerre contre les travailleurs que constitue la réforme des retraites, l'intention affichée par Macron-Philippe « d'inciter la population à travailler plus longtemps » tient un rôle important : comment pourraient-ils argumenter sur l'allongement de la durée de cotisation ou le recul de l'âge de départ, sans tenter de jouer sur la variable

La tâche ne va pas leur être plus facile après le rapport. Et les spécialistes des ressources humaines participant à la commission, notamment une dirigeante de Sodexo et un DRH de Bouygues Construction, auront du mal à justifier leurs émoluments.

Alors que 52 % des 55-64 ans ont un emploi, les autres se partagent entre l'arrêt-maladie, l'invalidité ou le chômage. Quant aux 60-64 ans, seuls un tiers d'entre eux ont un emploi. Bon gré, mal gré, ils occupent des postes que beaucoup préféreraient laisser aux jeunes sans emploi, s'ils pouvaient bénéficier de la pension de retraite correcte à laquelle ils ont tout à fait droit après une vie de labeur.

D'ailleurs, les gouvernants et le



grand patronat devraient s'en réjouir : de plus en plus nombreux sont ceux et celles qui, bien que retraités, sont contraints de retrouver un emploi, faute de ressources suffisantes pour vivre ! Leur nombre a triplé en dix ans. De même qu'a presque triplé, et en six ans seulement, le nombre de seniors, pardon, d'expérimentés, qui pointent à Pôle emploi comme chômeurs de catégorie A, sans aucun travail déclaré.

Alors, foin des bons conseils de la commission, comme de mettre en

place la prévention, la formation continue, de faciliter le maintien au poste (avec des plans inclinés et l'élargissement des portes ?), et même de... « faire évoluer les représentations » ! Les travailleurs, jeunes et moins jeunes, ont largement et bruyamment montré, dans la rue comme dans les sondages, qu'ils ne voulaient pas de la réforme Macron. Ce n'est pas une poignée de larbins patronaux, bien payés pour enfoncer des portes ouvertes, qui les convaincront.

Grand débat : les cahiers de doléances aux oubliettes

Il y a un an, pour tenter de mettre fin à la mobilisation des gilets jaunes, Macron commençait sa tournée de mairies dans le cadre du Grand débat. Les réunions interminables qu'il a tenues dans différents lieux étaient censées répondre aux critiques de sa politique exprimées par les habitants.

Il avait par ailleurs promis de rassembler tous les cahiers de doléances déposés dans les mairies, de les numériser et ensuite de les rendre publics, afin que chacun puisse les consulter. Les restituer « répondait à un immense besoin de justice et

d'équité », avait déclamé Édouard Philippe au printemps dernier.

Un an plus tard, que sont devenus ces cahiers ? S'ils ont bien été numérisés, l'État ne les a jamais publiés. Une première explication, donnée par le ministre chargé des Collectivités territoriales, a été que « les héberger en permanence sur le site [du gouvernement] aurait été trop lourd », suivie d'une seconde : cela aurait coûté trop cher. Si mettre un demi-million dans l'achat d'une nouvelle vaisselle pour les dîners à l'Élysée était une dépense justifiée pour

Macron et ses comparses, prélever quelques millions du budget pour informer l'ensemble de la population, voilà qui est hors de prix !

En attendant, les quelque 16 000 cahiers de doléances sont répartis entre 101 Archives départementales. Si, en 2120, un historien décide de se pencher sur l'état de l'opinion française sous la présidence de Macron, il aura de la matière et pourra s'approprier à visiter du pays. À condition toutefois que le nom de Macron parle encore à quelqu'un dans un siècle...

Le BQP nouveau (Bouclier-qualité-prix) va arriver.

Cette année, l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR) sous la houlette du préfet, a décidé de lancer une consultation de la population sur les 250 produits (109 en 2019) qui composeront le BQP 2020.

Les Réunionnais sont ainsi invités à se prononcer, en ligne, pendant deux semaines sur les produits qu'ils souhaiteraient voir intégrer dans le BQP.

Bouteille d'huile ? Lait en poudre ? Couche bébé ?... Mais rien sur les prix ?

Car il n'est bien sûr pas question pour les consommateurs de donner leur avis sur les prix qu'ils voudraient voir s'afficher dans les rayons des grandes surfaces...de plus de 950 m2 qui pratiqueront le BQP !

La liste des produits et leurs prix seront arrêtés en consensus entre grandes enseignes, fournisseurs locaux, importateurs, transitaires, fret, etc. Bref, entre capitalistes.

C'est dire qu'ils n'ont pas l'intention d'égratigner leurs profits et leurs marges ! Les quelques centimes qu'ils daigneront concéder sur ces

250 produits, ils les rattraperont au centuple sur des milliers d'autres.

Pour preuve, les prix des marchandises, y compris alimentaires, n'ont pas cessé de grimper en 2019 malgré le mal nommé « bouclier ».

Seule l'augmentation des salaires, des pensions, des allocations et un véritable contrôle des travailleurs sur les prix et les pratiques de tous ces margoulines pourront redonner du pouvoir d'achat aux classes populaires.

Violences policières : le vrai visage de l'État

« *Nous ne sommes pas dans le même camp, Madame* », lâchait, hautain, en novembre dernier, le préfet de police de Paris Didier Lallement, à une dame se revendiquant des gilets jaunes. En effet ! Cet aveu, craché avec mépris, est une illustration frappante, elle aussi, de l'attitude des forces de répression lors des manifestations et des grèves contre la réforme de Macron.

On ne peut s'attendre à moins de la part d'un haut fonctionnaire, payé non pour servir la population mais les hommes politiques à la tête de l'État, qui eux-mêmes défendent les

intérêts de la classe capitaliste, financiers, magnats de l'industrie, de la grande distribution et des médias. Lallement restera-t-il dans l'histoire pour avoir déployé les BRAV-m, les brigades de répression de l'action violente motorisées, responsables de matraquages tous azimuts, ou pour avoir encouragé l'usage des LBD, qui éborgnent et mutilent ? Les recadrages hypocrites de ses supérieurs, Macron, Philippe et Castaner, ont récemment invoqué la déontologie, parlé de croche-pieds à l'éthique et de comportements inacceptables. Mais les tabassages, les gazages, les

insultes destinés aux manifestants et parfois aux simples passants n'ont pas cessé de pleuvoir.

Le nombre des victimes est proportionnel à celui des manifestations qui se succèdent depuis novembre 2019, début du mouvement des gilets jaunes. Il continue de grimper avec la répression des dizaines de milliers de travailleurs en colère contre l'attaque gouvernementale sur la retraite. Mais les matraques de l'État de la bourgeoisie, si elles peuvent assommer, ne peuvent suffire à calmer la colère.

Prétendues violences : vraie campagne antigrévistas

Macron, quelques-uns de ses ministres et certains de ses soutiens ont été interpellés directement à diverses reprises par des manifestants. Robes d'avocats, blouses d'infirmières et noms d'oiseaux ont volé vers quelques ministres en représentation. Des pancartes et des slogans bien sentis ont été vus et entendus dans les manifestations. Une soirée théâtrale du couple régnant a même été gâchée, c'est dire le niveau d'agressivité atteint !

Tout cela suffit pour que les policiers et les journalistes aux ordres dénoncent ce qu'ils qualifient de scènes et de poussée de violence. Pour les possédants, pour les politiciens qui gouvernent à leurs ordres et

les médias qui parlent en leur nom, tout ce qui s'oppose à l'ordre social est illégitime et donc violent. Réduire les pensions, reculer l'âge du départ en retraite, pourrir la vie de ceux sur qui repose toute la société, les tuer au travail, au chômage, de misère ou de désespoir, c'est nécessaire, légal et donc non-violent, puisque c'est l'État et le grand patronat qui l'imposent. S'y opposer autrement qu'en déposant des suppliques, en formulant des vœux pieux ou en versant des larmes, s'y opposer réellement donc, par la grève et les manifestations, c'est, disent-ils, violent.

En réalité, la violence est entièrement le fait des possédants et de l'État à leur service. Il suffit de se

rappeler combien de manifestants et de simples passants ont été mutilés par la police ces derniers temps. En fait, la violence que ces gens redoutent et à laquelle leurs troupes sont préparées ne consiste pas à troubler une soirée présidentielle et, encore moins, à piétiner la moquette d'une CFDT qui n'a rien trahi, ayant toujours été opposée au mouvement. La violence que redoutent les possédants, c'est celle qui couve dans le monde du travail et qui finira par exploser dans des mouvements massifs, des grèves puissantes et une prise de conscience générale, tout ce que le mouvement contre les retraites prépare et annonce.

Le permis de conduire : ça roule pour les capitalistes !

Lundi 20, des gérants de moto-écoles ont manifesté devant la préfecture pour demander le recrutement de plus d'inspecteurs.

En effet, il n'y a que quinze inspecteurs pour faire passer le permis pour toute l'île soit un pour 150 élèves en apprentissage de conduite de la moto.

Suite à leur mouvement, le préfet leur a assuré la venue d'un inspecteur en plus. Ce qui est de toute façon bien insuffisant pour réduire les dé-

lais d'attente aux examens.

Ce problème n'est pas nouveau. Mais au lieu de recruter les examinateurs en nombre suffisant, le gouvernement, sous prétexte de raccourcir les délais d'examen et de baisser le coût des permis, a laissé entendre que les formations et les examens seraient ouverts aux entreprises, comme les transporteurs par exemple, pour le permis poids lourds.

Le marché est juteux surtout à La

Réunion où les autorités et les politiciens ont fait le choix de ne pas développer les transports en commun.

Depuis l'ouverture du marché aux écoles autres que les auto/moto-écoles classiques, les capitalistes tels que Ornikar ou autre PermiGo engrangent des millions y compris en faisant de la vente d'assurances ou de la location de voiture. Mais le coût du permis n'a pas vraiment baissé...

NRL : des roches qui valent des millions...de profits



Wikimedia Commons - RémiH

Lundi 20 janvier les patrons transporteurs de La Réunion se sont à nouveau rendus à la Région pour exiger la poursuite des travaux de la NRL, en l'occurrence l'approvisionnement de celle-ci en roches massives qui manquent à cause des

décisions de justice de ne pas ouvrir les carrières prévues à cet effet.

Depuis le mois de septembre ces patrons font des allers-retours dans le but de convaincre Didier Robert de faire reprendre l'extraction des roches sur les terrains agricoles.

Robert leur aurait promis cette fois-ci que cette réunion serait la dernière et qu'une solution dans ce sens serait trouvée mais qui nécessiterait une rallonge de la part de la Région de 100 millions d'euros (*Le Quotidien* du 21 janvier).

Les patrons transporteurs qui se sont déjà bien gavés, pour certains depuis le commencement des travaux de la NRL en charroyant des galets, continueraient à se faire des gros sous si l'enlèvement des andains agricoles se poursuivait.

La négociation à venir se tiendrait en présence des patrons du BTP (Vinci, Bouygues, notamment) qui non contents d'empocher le pactole de 1,66 milliard d'euros (coût initial), réclament à la Région des règlements supplémentaires de plusieurs centaines de millions d'euros sous divers prétextes.

Au final, c'est à la population que la Région fera payer la route la plus chère au monde...

Rapport de l'OIT : deux milliards de travailleurs sans droits

L'Organisation internationale du travail, émanation conjointe de l'ONU et des bureaucraties syndicales, ne se borne pas à rédiger des vœux pieux et des déclarations insipides. Elles produisent également des statistiques très éclairantes sur la situation des travailleurs.

Par exemple, l'OIT estime que deux milliards de travailleurs, soit 60 % de l'ensemble, se trouvent dans le secteur dit informel ou familial. Cela signifie qu'ils n'ont pas de droits, ou des droits insignifiants, et connaissent de fait la vie des exploités depuis que le capitalisme existe.

L'OIT conclut son rapport en se désolant de ce que, cette situation s'aggravant, la cohésion sociale est menacée. Eh bien, on ne peut qu'espérer qu'elle le soit de plus en plus et que les travailleurs, en se révoltant, soient capables de mettre à bas ce système fondé sur leur exploitation.

Résultat : zéro !

Muriel Penicaud, la ministre du Travail, a annoncé en décembre une augmentation du SMIC d'1,2 % pour le 1er janvier 2019, soit une augmentation mensuelle nette de 15 euros pour un temps plein.

Une misère qui sera mangée par les augmentations déjà en vigueur des prix de la bouteille de gaz et du gazole, du prix des affranchissements postaux (+ 10 %), ou à venir (augmentation de 2,4 % des tarifs EDF au 1er février), par la baisse des taux d'intérêt du Livret A (qui passe de 0,75 à 0,50 %) et du LEP (qui passe de 1,2 % à 1 %) ainsi que par les augmentations actuelles des prix des produits de première nécessité (tomates à 3 € le kilo au lieu d' 1 €, courgettes à 6 € au lieu de 2 €, et tout à l'avenant).

Ce gouvernement qui ose affirmer que sa politique redonne du pouvoir d'achat aux travailleurs ment comme



un arracheur de dents. Il est temps de faire nos propres comptes et d'exiger les salaires, les retraites et les minima sociaux dont nous avons besoin pour

vivre correctement. L'argent ne manque pas chez les patrons et les plus riches !

Municipales à Saint-Denis : droite et gauche en concurrence pour mener la même politique

À Saint-Denis, l'approche des élections municipales attise les convoitises à droite. L'ancienne présidente du Conseil départemental, Nassimah Dindar, qui avait passé la main à son bras droit Cyril Melchior et avait trouvé une position d'attente en tant que sénatrice se présente, soutenue par le parti présidentiel LREM,

comme candidate dans le chef lieu de La Réunion. Didier Robert, soutien lui aussi de la politique menée par Macron et accessoirement responsable de la détérioration des comptes de la Région dont il est président, semble revendiquer aussi la place. Ils feront face à Ericka Barreigts, ex-ministre de Hollande dont

la politique a consisté à démolir les droits des travailleurs quand il était président. Elle avait tenté déjà sous Hollande de se donner une image plus sociale en défendant sa loi sur l'égalité réelle qui n'a débouché sur rien de concret pour les exploités et depuis l'accession de Macron à la tête de l'État, elle s'affiche en opposition à sa politique en matière de réforme des retraites par exemple, mais se garde bien d'affirmer qu'il faudra faire payer le patronat. Elle faisait partie de l'équipe dirigeante de la mairie de Saint-Denis, dirigée jusqu'à présent par Gilbert Annette, ex-socialiste rallié lui aussi à Macron dont il juge la politique globalement positive.

Inutile de dire qu'aucun de ces candidats ne représente, ni de près, ni de loin, les intérêts des travailleurs, des chômeurs, des jeunes laissés pour compte par la classe capitaliste et ses larbins politiques.



DAVOS

Le rendez-vous des exploiters

Près de 3 000 participants étaient attendus au cinquantième Forum économique mondial de Davos, qui s'est ouvert mardi 21 janvier dans la charmante station de ski suisse. Il en coûte 55 000 à 550 000 euros pour y participer. Mais les organisateurs savent être généreux et, pour illustrer leur ouverture d'esprit, ils invitent chaque année des représentants d'ONG et des activistes plus ou moins connus. Cette année, ces derniers y côtoient près de 119 milliardaires parmi les grands patrons censés débattre des moyens d'aller vers un capitalisme responsable pour l'humanité et la planète.

Le club des riches s'est mis à la page : chaque participant a été invité à laisser son jet privé au garage et à emprunter un avion de ligne ou, mieux encore, à prendre le train. L'usage d'ustensiles jetables et le

plastique ont été bannis et des buffets sans viande ont été dressés. Les milliardaires au régime ont pu participer à la table ronde « Comment éviter l'apocalypse climatique » où est intervenue Greta Thunberg.

La jeune militante a, une fois de plus, constaté l'inaction des dirigeants économiques et politiques de la planète. D'autres, comme le secrétaire général de l'ONG WWF, font mine de croire à une énorme prise de conscience des grands patrons, attribuant son absence de résultat aux réticences des échelons inférieurs.

Il est vrai que les patrons des grands groupes ne sont pas avares de déclarations vertes. Le PDG de BlackRock a même averti solennellement que les entreprises, les investisseurs et les gouvernements qui ne s'engageraient pas dans la lutte contre le réchauffement clima-

tique devaient s'attendre à une réallocation significative des capitaux. De la part d'un requin de la finance qui reste l'un des premiers investisseurs des compagnies pétrolières et de la déforestation en Amazonie, cette menace doit faire trembler tous les pollueurs !

Quant aux organisateurs, ils ont solennellement lancé une initiative pour planter 1 000 milliards d'arbres d'ici 2030, dans le cadre d'une plateforme publique-privée à laquelle peuvent adhérer les entreprises et les États. De grands humanistes, comme Mohamed Ben Salman pour l'Arabie saoudite ou Trump pour les États-Unis, ont d'ores et déjà annoncé leur participation. Tout un cirque à l'image de leur monde, hypocrite et révoltant.

LIBAN

La crise s'approfondit

Un gouvernement a été constitué le 21 janvier, mais il est peu probable qu'il soit capable de répondre à la colère de ceux qui manifestent depuis plus de trois mois au Liban.

Désigné le 19 décembre, le Premier ministre Hassan Diab a déjà été ministre dans le passé et appartient à cette classe politique aujourd'hui rejetée par une partie de la population, en particulier dans la jeunesse. C'est aussi le cas de l'ensemble de son gouvernement, formé à la suite de tractations entre les partis confessionnels qui se partagent le pouvoir depuis toujours.

Les manifestants sont toujours aussi déterminés à exiger de ceux qui gouvernent le droit à vivre correctement de leur travail, sans avoir à faire

les frais de la crise des liquidités et sans supporter la corruption institutionnalisée des politiciens.

Le 14 janvier était même le signal de départ de la « semaine de la colère » portant bien son nom. Les manifestants ont subi la répression qui s'est soldée, le 19 janvier, par plusieurs centaines de blessés à Beyrouth. La colère est celle des milliers de salariés qui, en novembre et décembre, ont vu leur paye amputée de 50 %, celle des dizaines de milliers de travailleurs qui ont perdu leur emploi ces derniers mois dans les soubresauts de la crise économique. 3 700 riches Libanais captent autant de richesses que la moitié des 6 millions d'habitants du pays. Les plus riches construisent des maisons

pendant que leurs voisins n'ont plus de quoi s'acheter du pain ou se faire soigner.

Face à une classe politique qui fait la sourde oreille afin de continuer à se partager le gâteau, les manifestants, pour lesquels la démission fin octobre du précédent Premier ministre Saad Hariri n'a représenté qu'un léger recul, risquent fort de ne pas se contenter d'un vague remaniement ministériel et de promesses creuses. La répression, de son côté, ne peut qu'accroître les raisons de la colère.

Réunion de prédateurs à Berlin

Les dirigeants des pays impliqués dans la guerre en Libye ont signé dimanche 19 janvier un accord à Berlin. Il y avait du monde autour de la table, car l'intervention militaire des grandes puissances menée par la France en 2011 a ouvert la porte à une guerre civile sans fin, dans laquelle ne cessent de s'ingérer de nouveaux acteurs.

Dernières en date, la Russie et la Turquie se sont mises dans la partie, dans des camps opposés. La Russie soutient le général Haftar qui a entamé en avril dernier le siège de Tripoli. Son armée bénéficiait déjà du soutien de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite et plus discrètement de la France. La Turquie, elle, s'est rangée du côté de

Fayez el-Sarraj, désigné il y a quatre ans par des grandes puissances pour diriger le pays. Son gouvernement, qualifié d'Accord National, bénéficiait déjà du soutien du Qatar et d'Oman. Le président Erdogan s'appête à déployer des troupes en Libye pour le soutenir.

La Libye est riche en pétrole, ce qui fait d'elle une proie convoitée. La rivalité s'est longtemps limitée à un duel entre la compagnie française Total et l'italienne ENI. Les champs de pétrole se trouvant dans la zone contrôlée par Haftar, la France a pris son parti. L'Italie, elle, a préféré miser sur son rival qui contrôle la compagnie nationale libyenne. Mais l'irruption de la Russie et de la Turquie a introduit de nouveaux préten-

dants à la curée. La Turquie a couplé son soutien militaire au gouvernement de Tripoli à un accord maritime lui donnant accès à des zones potentiellement riches en hydrocarbures. Quant aux compagnies russes Rosneft ou Gazprom, des mercenaires sont là pour défendre leurs prérogatives.

La déclaration élaborée à Berlin promet un cessez-le-feu permanent. Ses signataires ont même juré de s'abstenir de toute ingérence dans le conflit armé. C'est risible, à propos d'un conflit qu'ils ne cessent d'attiser.

CÔTE D'IVOIRE

Mort à 14 ans

Le verrouillage des frontières européennes pousse même les enfants à des actes désespérés, ce que dénoncent dans le numéro du 14 janvier de leur journal Le pouvoir aux travailleurs nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes.

« Le 8 janvier au matin, le corps d'un gamin a été découvert à Paris dans l'espace conçu pour le train d'atterrissage d'un avion d'Air France en provenance d'Abidjan. Son absence avait été signalée par ses parents et des affichettes d'avis de recherche ont été confectionnées à cet effet.

Comment ce gamin de 14 ans a pu se retrouver passager clandestin dans un avion à l'aéroport de Port-Bouet, à plus de 30 km de chez lui ? Qu'est-ce qui a germé dans sa tête pour le pousser à un tel acte ? Ce qu'on sait de lui, c'est qu'il était élève en classe de 4e dans un établissement scolaire de Yopougon où il résidait avec sa famille. Il y a 115 élèves dans sa classe et ils s'assoient



Laurent Guibahi.

à quatre sur des tables-bancs prévues pour deux, malgré la double vacation. Est-ce l'envie de sortir de cette vie de misère sans espoir qui l'a poussé à prendre cette décision ?

Ce qui est sûr, c'est que la misère, le désespoir et le manque de perspectives dans nos pays poussent des dizaines de milliers de personnes à fuir chaque année vers de meilleurs horizons. Les traversées du désert, puis de la Méditerranée, font une hécatombe parmi les candidats à la migration vers l'Europe, malgré ces risques, malgré le fait qu'il faut enga-

ger de fortes sommes pour payer les passeurs. Ce gamin pensait certainement avoir trouvé un moyen peu coûteux pour aller en Europe, mais il ignorait qu'il se condamnait ainsi à une mort certaine par le froid ou par asphyxie.

Ce drame est le prétexte tout trouvé par les autorités ivoiriennes pour faire déguerpir les populations résidant aux alentours de l'aéroport. Mais elles auront beau mettre des barbelés, des caméras et des gardes armés autour de l'aéroport pour éloigner les habitants, ce n'est pas cela qui changera quoi que ce soit. C'est la misère qui pousse les gens à partir loin en Europe ou ailleurs, pour survivre et pour envoyer un peu d'aide à leurs parents plongés dans la misère quotidienne. C'est cette situation qu'il faut changer.

L'État ivoirien, loin de combattre la misère, ne fait que l'aggraver, car toute sa politique consiste à servir les intérêts de la classe des exploités et des affameurs du peuple. »

Hausse du prix de l'électricité

Cet article a été écrit par nos camarades de l'UATCI (Union africaine des travailleurs communistes internationalistes) dans leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*.

« Le 10 janvier, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Dakar, à Thiès, ainsi que dans d'autres villes du pays, pour protester contre la hausse des prix de l'électricité (entre 6 et 10 %) à compter du 1er décembre 2019. [...] Lors de la première manifestation du 29 novembre à Dakar devant le Palais de la République, le gouvernement a procédé à des arrestations de quelques dirigeants et militants du mouvement, en croyant que cela allait mettre fin à toute velléité de contestation dans la rue, mais cela n'a fait qu'ajouter de la colère à la colère.

Du coup, aux slogans et pancartes de protestation contre l'augmentation du prix de l'électricité s'en sont ajoutés de nouveaux, exigeant la libération des militants arrêtés. La colère est telle que, dans certains quartiers populaires, les agents de la Sénélec n'osent plus se présenter pour apporter les factures d'électricité aux habitants.

Les gens se souviennent encore de la promesse faite par le président lors de sa présentation des vœux le 31 décembre 2017. Il avait promis de baisser de 10 % le tarif de l'électricité dans les trois mois. Non seulement il n'y a pas eu de baisse, mais aujourd'hui il l'augmente.

Il croyait que cette augmentation allait passer comme une lettre à la poste, mais c'était mal connaître le

malaise profond de la population, qui n'en peut plus de supporter la cherté de la vie, les coupures d'eau et d'électricité incessantes dans les quartiers populaires, le mauvais fonctionnement des hôpitaux publics, etc.

Des boulangers, des transporteurs, entre autres, se sont joints au mouvement et cela lui donne plus de poids.

S'il s'amplifie et entraîne d'autres catégories de la population, notamment les travailleurs, les enseignants, les étudiants et bien d'autres laissés-pour-compte, il sera assez fort pour faire reculer le gouvernement. Et celui-ci réfléchira peut-être par deux fois avant de prendre d'autres mesures impopulaires. »

TURQUIE

Face à l'inflation, les travailleurs réclament leur dû

En Turquie, au moment où Erdogan estime n'avoir rien de mieux à faire que de lancer le pays dans une nouvelle guerre en Libye, le mécontentement des travailleurs va croissant.

Les travailleurs subissent l'inflation galopante liée à l'écroulement de la monnaie turque et à la crise économique, elle-même liée aux crises en Irak, en Iran ou en Syrie.

Dans la métallurgie en particulier, les négociations collectives bisannuelles viennent de s'ouvrir et, face à l'attitude du patronat, le mécontentement explose. Il propose en tout et pour tout une augmentation des salaires de 6 %, mais aussi une plus grande flexibilité, et d'espacer désormais les négociations de trois ans, au lieu de deux, ce qui reculerait d'autant le réajustement des salaires.

À Bursa, la ville où se concentre l'industrie automobile, non loin d'Istanbul, les protestations ont commencé parmi les travailleurs des usines Renault, Fiat, Bosch, Delphi...

Dans ce pays où la grève est étroitement réglementée, ils ont commencé par arriver collectivement en retard de dix minutes, avant de faire une demi-heure de grève. Le syndicat Türk Metal est lié au pouvoir et à l'extrême droite, mais se souvient comment en 2015 les travailleurs de Bursa s'étaient mis en grève pour les salaires, malgré et contre lui. Sous la pression de leur colère, il a donc pris l'initiative des débrayages. Dimanche 19 janvier, il a organisé un meeting au centre de Bursa, où sont venus également des travailleurs de la métallurgie d'autres villes comme Istanbul, Ankara, Izmir et d'autres.

Le même jour, l'autre syndicat, Birlesik Metal, lié à la confédération DISK, organisait un meeting à Gebze, près d'Istanbul, revendiquant 34 % d'augmentation alors que Türk Metal n'avance pas de chiffre. Il craint, s'il le fait, d'être perçu comme timoré et, s'il avance un chiffre conforme au rattrapage souhaité par les travailleurs face à l'inflation, que

cela les encourage à lutter jusqu'au bout pour l'obtenir.

Lors de ces meetings, on a entendu des slogans tels que « Ce n'est qu'un début », « Grève générale », « Nous ne reculerons plus ». Sentant la montée du mécontentement, le patronat a porté sa proposition à 10 % d'augmentation, toujours bien loin de l'inflation, même selon les chiffres officiels. Il en faudra plus pour arrêter une mobilisation ouvrière qui ne fait peut-être que commencer.



Rassemblement à Bursa le 19 janvier

HALILI ATAS

Menace de famine en Afrique australe

43 millions d'habitants résidant en Afrique australe (Afrique australe, Zimbabwe, Malawi, Mozambique, Madagascar) sont menacés de famine à court terme si les aides alimentaires de la communauté internationale ne leur parviennent pas rapidement.

Dans tous ces pays, une minorité de privilégiés nationaux, composée de capitalistes exploités et de politiciens véreux, a pris le relais des puissances coloniales et détourné sans complexe depuis des dizaines d'années les richesses produites par les ouvriers des villes et des cam-

pagnes ainsi que le peu de ressources financières de ces pays. À cela s'ajoute bien sûr, les conséquences dramatiques des échanges inégaux entre pays développés et ces pays pauvres qui empêchent ces derniers d'améliorer le sort de leur population.

Rien d'étonnant donc à ce que les masses de ces pays soient condamnées à vivre dans le dénuement, à la merci des catastrophes naturelles qui telles les cyclones ravagent régulièrement leurs cam-

pagne. Le dernier en date, Idai, a détruit en mars 2019 les cultures de régions entières, provoqué la mort de plusieurs milliers d'habitants de la région et détruit les habitations de 3 millions d'entre eux.

Un an après à peine 10 % des aides promises par les pays riches ont été versés, et pour une bonne part détournés par les cliques au pouvoir.

Seuls les travailleurs, en arrachant le pouvoir politique et économique à la classe dominante, seraient à même de se protéger contre les conséquences des aléas climatiques en utilisant tous les moyens techniques et financiers des États au seul service des classes laborieuses.



LO

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :

<http://www.nathalie-arthaud.info>

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au
journal *Lutte ouvrière - Île de
La Réunion* pour une période
de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme
deeuros**

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282